



SIDA Île-de-France : ARRÊTEZ LA CASSE !

LE COLLECTIF PATIENTS CITOYENS DEMANDE LA TENUE D'ÉTATS GÉNÉRAUX

www.collectif-de-patients.com

Depuis quelques semaines, et avec une nette accélération ces jours derniers, les restructurations des hôpitaux parisiens occupent l'actualité. « Plans stratégiques », fusions d'établissements, transferts de service : toute la presse se fait l'écho d'informations, de rumeurs, de réactions. D'un côté l'AP-HP annonce des plans d'économie et des milliers de suppressions d'emploi. Les syndicats et les associations de professionnels de santé dénoncent plus ou moins vigoureusement la casse de l'hôpital public. Le ministère appelle à la concertation. Pendant ce temps, la « nouvelle gouvernance » du système de santé se met en place : application de la loi HPST (Hôpital, Patients, Santé, Territoires), création des ARS (Agences régionales de santé) et mise au pas du service public hospitalier condamné à se mettre au diapason des établissements à but lucratif.

Et les patients dans tout ça ? Ils ont bien du mal à se faire entendre. Pourtant chacun s'ingénie à se les approprier pour défendre son propre point de vue : l'AP-HP assure à tout bout de champ qu'il n'y aura pas de « diminution de l'offre de soins », le ministère veut qu'ils soient associés à la concertation, certains professionnels de santé prétendent les défendre directement en défendant leurs postes.

Nous, nous sommes un « collectif de patients citoyens » atteints du virus du SIDA et nous sommes des précurseurs, c'est à dire des cobayes : 500 parmi nous ont été expulsés sans ménagements l'an dernier de l'hôpital Saint-Joseph parce que, leur a-t-on dit, ils n'étaient pas assez rentables. Les mêmes, plus 800 autres qu'ils avaient rejoints à Necker et qui n'avaient rien demandé non plus viennent d'être transférés à l'Hôtel-Dieu pour amorcer la création d'un nouveau service ambulatoire mirobolant qui devait sauver l'Hôtel-Dieu. Quelques jours plus tard, il est expliqué que la rénovation de l'Hôtel-Dieu est impossible parce que trop coûteuse ! Ce qui n'empêche pas que, dans le même temps, on continue de faire circuler une rumeur selon laquelle les 1700 patients VIH de Cochin vont également aller à l'Hôtel-Dieu puisque, désormais Cochin et l'Hôtel-Dieu sont un seul et même hôpital et qu'un dogme récent de l'Assistance publique interdit qu'il y ait deux services de même spécialité dans le même établissement (les fameux « doublons »). Mais ce n'est pas tout : à l'hôpital Pitié-Salpêtrière, on annonce aussi la fermeture du service d'immunologie (à nouveau 1700 patients) qui devraient également rejoindre l'Hôtel-Dieu ! Si vous suivez bien et que vous ajoutez aux ex patients de Saint-Joseph et de Necker (1500) les 1700 de Cochin, les 1700 de Pitié-Salpêtrière et les quelques 300 qui vont suivre leurs médecins vacataires récupérés de Tenon et de Henri Mondor, on arriverait à... **5200 patients, dans des locaux vétustes et condamnés, sans possibilité d'hospitalisation sur place.** À qui fera-t-on croire que tout cela n'est envisagé que pour le bien des patients et pour l'amélioration de la qualité de leur prise en charge ? Ajoutez encore que d'autres fusions concentrations s'annoncent : Saint-Antoine/Tenon, Lariboisière/Saint-Louis, Kremlin-Bicêtre/Paul Brousse, Bichat/Beaujon...

Nous pensons qu'il est grand temps de mettre fin à ces délires technocratiques. Si on laisse faire, il sera trop tard : on se réveillera un beau matin avec le choix entre des usines à consultations ou des prises en charge aléatoires par la médecine de ville.

Pour toutes ces raisons, nous demandons un moratoire sur toutes les restructurations en cours et la tenue, avant juin 2010, d'États Généraux du SIDA en Île-de-France où puissent se retrouver, pour un vrai débat démocratique, les professionnels de santé, les décideurs politiques et administratifs et les patients.

CONTACT : collectif-de-patients@orange.fr

Téléphone : 06 80 43 06 34